

Date de dépôt : **09 Août 2022**

Commune d'Oger

Demandeur : **Maître Guillaume
DRAPIER**

BLANCS-COTEAUX

Pour :

Adresse du terrain : **31, rue du Gué -
OGER**

Arrêté n° 2022-214

CERTIFICAT D'URBANISME

délivré au nom de la Commune

Le Maire de BLANCS-COTEAUX,

Vu la demande d'un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410-1a) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain situé à **OGER 51190 BLANCS-COTEAUX (Marne), 31, rue du Gué (cadastrée 411 AI 188, 189 et 185)** présentée le **09 Août 2022** par **Maître Guillaume DRAPIER** demeurant à **2, avenue de la Gare 51190 LE MESNIL-SUR-OGER (Marne)**, et enregistrée par la mairie de BLANCS-COTEAUX sous le numéro **CUa 051 612 22 R 0073** ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410, R.410-1 et suivants ;
Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 21 Juin 2010.

CERTIFIE

Article 1

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 et suivants du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L.410-1 du code de l'Urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la présentation de la sécurité ou de la salubrité publique.



CUa 051 612 22 R 0073

Place de l'Hôtel de Ville - VERTUS - 51130 BLANCS-COTEAUX

Tél. 03 26 52 12 97 - Fax : 03 26 58 67 68

secretariat@blancs-coteaux.fr

Article 2

Le terrain est situé dans une commune dotée d'un plan local d'urbanisme.
Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :

- art. L.111-1-4, art. R111-2, R111-4, R.111-15 et R.111-21

Zone(s) et coefficient(s) d'occupation des sols : UA

Le terrain est grevé des servitudes d'utilité publique suivantes :

- T7 : relations aériennes
- La Commune est concernée par un PPR glissement de terrain fixé par arrêté préfectoral du 17 Décembre 2014

Article 3

Le terrain est situé à l'intérieur d'un périmètre dans lequel s'applique un droit de préemption urbain.

Article 4

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

| | |
|------------------------------------|---------------|
| TA Communale | Taux : 1 % |
| TA Départementale | Taux : 1.24 % |
| Redevance d'Archéologie Préventive | Taux : 0.40 % |
| Redevance bureau | |

Article 5

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis de construire ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :

- Participations pour équipements publics exceptionnels (articles L.332-6-1-2°c) et L.332-8 du code de l'urbanisme)

Participations préalablement instaurées par délibération :

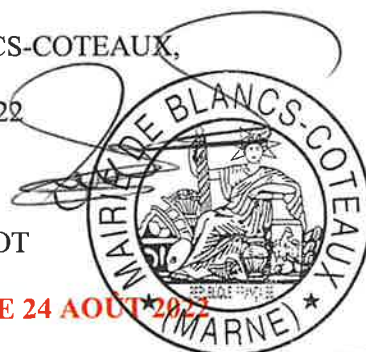
- Participations pour voiries et réseaux (article L.332-6-1-2d), L.332-11-1 et L.332-11-2 du code de l'urbanisme), délibération du 14.03.2007.

Fait à BLANCS-COTEAUX,

le 23 Août 2022

Le Maire

Pascal PERROT



NOTIFIE A L'INTERESSÉ EN RAR LE 24 AOUT 2022

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité : le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Effets du certificat d'urbanisme : le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée. Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.